Par e-mail : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/07/02/climat-la-discrete-marche-arriere-des-geants-du-petrole_6180193_3232.html

Climat : la discrète marche arrière des géants du pétrole

ANALYSE

Nabil Wakim

Après avoir pris des engagements en faveur de la transition écologique, les compagnies européennes renoncent à leurs promesses et misent sur des profits à court terme dans le secteur.

Publié le 02 juillet 2023

L'histoire oubliera peut-être ce bref moment où les principaux responsables du désastre climatique ont fait mine de faire partie de la solution. Après avoir pris des engagements pour réduire leur responsabilité dans le réchauffement climatique, les géants européens du pétrole – en particulier BP, Shell et TotalEnergies – sont en train d'opérer une discrète mais sérieuse volte-face, en misant sur les énergies fossiles, au mépris du consensus scientifique.

En 2020, alors que la pandémie de Covid-19 met le monde à l'arrêt, les prix du pétrole s'effondrent. Rapidement, les majors du pétrole en Europe s'engagent à prendre un virage vers la neutralité carbone. *« Le budget carbone du monde s'épuise rapidement ; nous avons besoin d'une transition rapide vers la neutralité »*, s'alarme Bernard Looney, alors tout juste nommé patron de BP et dont le plan est, chose rare, salué par une partie du mouvement pour le climat britannique.

« La question de la pérennité des compagnies pétrolières est posée », explique même au *Monde* Patrick Pouyanné, PDG de Total, rebaptisé depuis « TotalEnergies ». L'anglo-néerlandais Shell ou l'italien ENI promettent d'atteindre la neutralité carbone en 2050 et s'engagent à investir massivement dans les énergies renouvelables. A l'opposé, leurs concurrents américains Exxon et Chevron prennent le parti inverse, celui d'ignorer le défi climatique et de consacrer l'essentiel de leurs investissements au pétrole et au gaz.

Trois ans plus tard, que reste-t-il de ces engagements ? Le nouveau patron de Shell, Wael Sawan, a annoncé mi-juin que l'entreprise n'avait pas l'intention de tenir ses objectifs climatiques. Il a même pris un virage à 180 degrés en prévoyant d'aller concurrencer le géant américain Exxon, dont la rentabilité retrouvée est érigée en modèle par les tradeurs du secteur. Il suit ainsi BP, qui a renoncé, dès février, à réduire massivement ses émissions de carbone d'ici à 2050. Le patron de TotalEnergies répète sans sourciller que l'entreprise – comme ses deux concurrents – continuera à investir dans de nouveaux puits de pétrole au moins jusqu'en 2030. Quant à ENI, il vient de racheter le producteur Neptune Energy pour renforcer sa production de pétrole et de gaz – l'un des plus gros rachats du secteur en Europe, évalué à 4,5 milliards d'euros.

Consommation record

Un revirement qui n’a pas échappé à certains acteurs, qui espéraient des efforts sérieux. Au Royaume-Uni, l’Eglise anglicane a ainsi décidé de se retirer du capital de BP et de Shell, estimant que les groupes *« étaient loin du compte »* pour respecter la trajectoire prévue par l’accord de Paris sur le climat.

Pourtant, le consensus scientifique est clair. Les rapports du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat expliquent que tout nouveau projet d’énergie fossile entrave la possibilité de maintenir des conditions de vie habitables sur la planète. En 2021, c’est l’Agence internationale de l’énergie (AIE), historiquement proche des milieux pétroliers, qui a précisé que, pour tenir la trajectoire de l’accord de Paris, aucun nouveau projet pétrolier ou gazier ne devait voir le jour.

Après avoir admis que ces alertes étaient nécessaires, les géants du pétrole ont fait volte-face. Plutôt que de donner des leçons, *« l’AIE ferait mieux d’aller convaincre ses membres* [les pays consommateurs de pétrole] *de baisser leurs besoins »*, a ainsi tonné Patrick Pouyanné dans *Le Journal du dimanche* daté du 18 juin. L’argument donné par les compagnies pétrolières est toujours le même : nous répondons à une demande qui ne fait qu’augmenter. Il est vrai que le monde se dirige vers une consommation record de pétrole en 2023, avec plus de 102 millions de barils par jour consommés en moyenne. Après avoir financé pendant de longues années des publications niant la science climatique, les géants pétroliers reprennent désormais le refrain historique des multinationales du tabac. Les entreprises n’auraient aucune responsabilité, le sujet serait uniquement dans les mains des pouvoirs publics.La réalité est tout autre : la crise énergétique et les conséquences de l’invasion de l’Ukraine par l’armée russe ont fait exploser les prix du pétrole et du gaz. Les cinq plus grandes compagnies pétrolières privées ont engrangé 153 milliards de dollars (140 milliards d’euros) de profits pour la seule année 2022 – ce qui illustre à quel point leur modèle est entièrement dépendant du prix du baril. D’où cette question récurrente chez les acteurs du secteur : pourquoi changer de modèle alors que celui-ci est si profitable à court terme ? Les investissements dans l’électricité ou les énergies renouvelables sont moins rentables, et la communication sur les engagements climatiques est toujours qualifiée de « greenwashing » par les associations.

Stratégie radicale

Chez TotalEnergies, plus de 70 % des investissements sont consacrés au pétrole et au gaz, dont une bonne partie dans de nouveaux projets. Près de deux cents scientifiques avaient appelé, dans une tribune au *Monde* publiée en mai, les actionnaires à s’élever contre la stratégie de l’entreprise avant l’assemblée générale. Peine perdue : la direction du groupe et les actionnaires ont préféré s’engager tête baissée dans une stratégie radicale qui vise à profiter des prix élevés du pétrole et du gaz, plutôt qu’à tenter le chemin de la transition.

En 2012, le *New Yorker* publiait un dessin de Tom Toro représentant un homme dans un monde en ruine, expliquant à des enfants incrédules : *« Certes, la planète est détruite. Mais pendant un moment magnifique dans l’histoire, nous avons créé beaucoup de valeur pour nos actionnaires. »* Nul doute qu’à court terme la stratégie qui consiste à miser sur le pétrole sera

particulièrement rentable. Mais ses conséquences sont désastreuses pour notre trajectoire climatique globale.

Nabil Wakim